



**Bernard DEBRÉ** "La grippe A fait pschitt!"

Page 28

**Valeurs actuelles**

# Valeurs actuelles

« Il n'est de richesses que d'hommes. » Jean Bodin

**Chaque jeudi**

NUMÉRO 3815  
DU 7 AU  
13 JANVIER 2010

**3,50 €**

DOM : 4,90 €  
BELGIQUE : 3,80 €  
MARC : 45 DH  
TUNISIE : 2,9 DT  
ZONE CFA : 2 600 CFA  
CANADA : 5,50 DC  
MAYOTTE : 5,50 €.

[www.valeursactuelles.com](http://www.valeursactuelles.com)

# Le retour des espions

**Nouvelles menaces et nouveaux réseaux**

Page 8



# VINGT ANS APRÈS LA GUERRE FROIDE

# Le retour des

Le renseignement est l'un des plus vieux métiers de la planète. On connaissait ses taupes, soviétiques ou américaines. Aujourd'hui, tout continue... Mais autrement ! Plongée dans un monde toujours aussi fascinant.

# espion

Par GILLES GAETNER

**D**ans la Rome antique, déjà, l'empereur Auguste avait mis sur pied un service de renseignement destiné à le protéger de ses ennemis. La pratique a perduré au fil des siècles sous tous les régimes politiques. Qui ne connaît Beaumarchais, agent secret de haut vol, Richard Sorge ou Günter Guillaume, conseiller personnel de Willy Brandt – contraint à la démission en mai 1974 – qui travaillait pour l'Allemagne de l'Est ? Cette dernière figure – il y en a eu beaucoup d'autres – évoque l'époque de la guerre froide, où le KGB et les services de l'Est recrutaient des taupes chargées d'infiltrer les appareils d'État ou les organes officiels des différents pays d'Europe. La France en constituait une des cibles privilégiées (*lire, page 14, l'affaire Dobbertin*). Après la chute du Mur en 1989, on aurait pu croire que les dirigeants du Kremlin seraient moins accros à l'espionnage. Erreur (*lire page 12*).

Inversement, toujours au moment de la guerre froide, quelques Français,

fascinés par l'idéal soviétique, ont franchi la ligne jaune. Ainsi, Georges Pâques, ancien chef adjoint du service de presse de l'Otan qui sera inculpé pour intelligence avec l'ennemi dans les années soixante pour avoir fourni à l'URSS des renseignements provenant de l'Organisation atlantique. D'autres seront guidés, en grande partie, par l'esprit de lucre. Ce sera le cas de Francis Temperville, ingénieur au Commissariat à l'énergie atomique (CEA), qui, dans les années quatre-vingt-dix, transmet à l'ex-Union soviétique des documents secret-défense sur les essais nucléaires français. Selon la DST, ce travail lui aurait rapporté plus de 400 000 dollars.

Au fil des ans, notre pays a compris que la protection des pans stratégiques de notre industrie (nucléaire, aéronautique, défense, informatique, etc.) constituait un impératif catégorique. Aujourd'hui, avec l'internationalisation croissante de l'économie, tout le monde veut savoir qui fait quoi chez le voisin. Dans un monde où la concurrence est

rude, la découverte d'un brevet peut faire gagner dix, voire quinze ans, à une entreprise. Aussi, cette dernière doit-elle pouvoir se protéger et résister aux attaques de ses adversaires... Lesquels ne négligent aucun moyen pour parvenir à leurs fins.

À cet égard, ahurissante a été la stratégie mise récemment en œuvre en Belgique, par le concurrent d'un grand groupe industriel français. L'objectif : sinon couler l'entreprise, tout du moins porter un coup à sa réputation. Le *modus operandi* : quelques hackers payés par le concurrent de l'entreprise française ont fait croire que l'état-major de ce dernier recelait quelques personnes impliquées dans des affaires de pédophilie. Accusation terrible. Qui a failli porter ses fruits. La vérité a finalement triomphé, les enquêteurs parvenant à démontrer que la direction du groupe hexagonal n'avait rien, mais rien du tout, à se reprocher.

Depuis une vingtaine d'années, les nouvelles technologies de l'information, dévoyées de leur mission, ont causé des dégâts considérables. L'ordinateur est devenu une sorte de Big



**Simm.**  
Arrêté en 2008, cet ex-chef de la police estonienne a livré des secrets de l'Otan à la Russie.



**Pâques.**  
Cet ancien chef adjoint du service de presse de l'Otan a espionné l'organisation.



**Guillaume.**  
Conseiller de Willy Brandt, il a contribué à sa chute le 7 mai 1974.



Brother. Qui permet de tout voir. Tout savoir. Quoi de plus simple que de le confisquer sous de faux prétextes ! Telle est la mésaventure survenue en 2002 à une délégation de cadres français de l'industrie aéronautique qui effectuait une visite au Moyen-Orient. À peine étaient-ils descendus de leur avion que les membres de la mission se sont vus contraints de remettre leurs ordinateurs aux autorités. Protestations. Palabres. Rien n'y a fait. Lutte contre le terrorisme, leur fait-on savoir. Bien sûr, c'était faux et archifaux. Cette confiscation dissimulait en réalité une opération d'espionnage économique et scientifique. Dans ce domaine, les Chinois sont des orfèvres.

Au mois de mars 2009, un rapport de chercheurs de l'université de Toronto affirmait qu'un réseau baptisé Ghostnet ("réseau fantôme") avait infiltré le contenu d'ordinateurs d'autorités gouvernementales de 103 pays de la planète. Parmi les cibles figuraient essentiellement les ambassades d'In-

**En mars 2009, un réseau a infiltré les ordinateurs des gouvernements de 103 pays... et ceux du dalai-lama.**

de, du Pakistan, de Malaisie, de Thaïlande et de Taiwan... Sans oublier les services du dalai-lama. Le régime de Pékin a vigoureusement démenti ces accusations. Vrai ou faux ? En tout cas, tous les spécialistes le confirment : les Chinois n'hésitent pas à payer à prix d'or des chercheurs français pour qu'ils fassent des conférences à Pékin. Une façon de "pomper" le savoir de nos

universitaires, parfois naïfs en se montrant trop bavards. Aussi, n'est-ce pas un hasard si Christian Harbulot, le fondateur de l'École de guerre économique, n'a pas voulu créer une antenne de cet établissement à Pékin.

Comme la Chine, le Japon se montre particulièrement performant. À telle enseigne que notre service du contre-espionnage s'est souvent inquiété de la

curiosité de ressortissants japonais, surtout dans le domaine des technologies nouvelles.

L'affaire Farewell (révélée au grand jour en 1983) qui permit de savoir, grâce à une taupe du KGB, comment les services de renseignement de l'URSS procédaient au pillage scientifique et économique de l'Ouest, fut le détonateur d'une prise de conscience. Laquelle donna naissance au concept d'intelligence économique, dont l'initiateur est le député UMP du Tarn, Bernard Carayon (*lire son interview ci-contre*).

### En Europe de l'Est, les pots-de-vin s'imposent

Il était temps. Désormais, depuis plusieurs années, les pouvoirs publics sensibilisent nos entreprises quand elles partent à la conquête de marchés dans le monde, sont candidates à des appels d'offres internationaux ou souhaitent conclure des accords de joint-venture. Elles s'adressent alors à des cabinets de conseil en géostratégie ou d'intelligence économique qui sont chargés de détecter les forces et faiblesses de tel ou tel concurrent ou de les alerter sur les coutumes de tel pays. Ainsi, tout chef d'entreprise qui souhaite investir dans la distribution en Europe de l'Est doit savoir que des commissions – 5 % de l'investissement – doivent être versées à certains décideurs... Sinon, pas de marché !

Chez nous, existent de drôles de pratiques. Un responsable d'un cabinet d'intelligence économique a reconnu que parfois, il utilise des moyens peu orthodoxes. En demandant par exemple à un banquier de lui communiquer, pour un de ses clients, les relevés de compte d'un concurrent. Il y a peu, le banquier réclamait, à titre de rémunération, un mois de salaire. Aujourd'hui, la barre est fixée à... un an.

Ces dérives sont rares. Les cabinets d'intelligence économique refusent en effet d'entrer dans l'illégalité lorsqu'ils prodiguent leurs conseils à leurs clients soucieux de se prémunir contre les intrusions de concurrents prompts à leur voler, qui un brevet, qui un ordinateur, qui une pièce d'un moteur d'avion. Hélas ! La profession n'est pas organisée et n'importe qui peut créer son cabinet. Aucun agrément des pouvoirs publics n'est demandé. Il faut y remédier. ●

**Entretien.** Bernard Carayon : "La Commi... est le seul territoire ouvert aux appétits de

# "Pour une Europe l'intelligence éco

**L**e député UMP du Tarn a été le premier parlementaire à s'intéresser au sujet. Auteur d'un rapport en 2003 sur l'intelligence économique qui a fait l'unanimité aussi bien dans le monde industriel que chez les politiques, il répond aux questions de *Valeurs actuelles*.

**L'intelligence économique, c'est quoi, au juste ?** À la demande du premier ministre, j'ai défini en 2003 une politique publique répondant aux risques et aux opportunités de la mondialisation, en particulier pour nos entreprises stratégiques de la défense, de l'énergie, de la santé, de l'aéronautique et du spatial, des technologies de l'information et de la communication. Une politique identifiant nos vulnérabilités juridiques, technologiques et commerciales. Un dispositif au profit de nos entreprises "éclairant" les marchés mondiaux comme le fait un satellite d'un champ de bataille, renforçant aussi notre influence dans les organisations internationales où s'élaborent règles juridiques et professionnelles. L'IE est un patriotisme dans la guerre économique que se livrent les États et les entreprises. Elle marque en France le retour de l'État, de la nation, de l'industrie et du volontarisme. Le président de la République en est le fer de lance.

**Sommes-nous en avance ou en retard par rapport à d'autres pays ?** Désormais, une prise de conscience collective se développe dans l'État, les entreprises et l'enseignement

supérieur. Mais tout ne peut reposer sur la seule énergie de Nicolas Sarkozy et de Claude Guéant. Pas plus d'ailleurs sur les fonctionnaires nommés pour animer cette politique.



sion européenne  
monde entier.”

# de nomique”

Si j'applaudis la création d'un fonds souverain à la française, je regrette qu'il agisse de manière isolée, sans que le ministère des Finances ait véritablement accompli avec l'Intérieur et la Défense un recensement filière par filière des entreprises "sensibles". Je salue la création d'une cellule "grands contrats" à Bercy mais il y a aussi des PME stratégiques à aider. Le Quai d'Orsay a créé une direction de la "mondialisation" mais il fait preuve de peu d'appétit pour organiser des réseaux dans les organisations internationales ; il n'existe toujours pas de stratégie nationale de normalisation : celui qui tient la

plume dans les instances techniques et internationales détient une arme de compétitivité pour nos entreprises. **Qu'est-ce qui a changé dans les rapports entre États depuis la fin de la guerre froide ?** Américains et Russes

ont basculé leurs services de renseignements au profit de leurs intérêts économiques ; la CIA a même créé un fonds d'investissement In-Q-Tel pour acheter des pépites technologiques ! C'est un ancien de ce fonds qui, avec Texas Pacific Group, a mis la main sur notre leader mondial des cartes à puce, Gemplus.

**La France doit-elle davantage se méfier de la Russie que des États-Unis, du Japon et de la Chine ?** Ces pays défendent, parfois brutalement, leurs intérêts. La vraie menace, c'est la naïveté de la Commission européenne qui, en sacralisant la concurrence, a fait de l'Europe le seul territoire ouvert et offert aux appétits du monde entier. Le canadien Bombardier vend ses trains à la SNCF à bas prix parce qu'il est largement subventionné dans son pays et que les marchés lui sont réservés. La Commission ne défend pas l'euro

**d'Alain Juillet à Matignon. Y aurait-il confusion des genres ?** On ne peut servir Dieu et Mammon. Le cas d'Yves Galland, ancien ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, devenu le VPR de l'américain Boeing, m'apparaît encore plus choquant.

**Peut-on concevoir une Europe de l'intelligence économique ?** C'est un joli vœu qu'il faudra traduire concrètement lorsque nous nous serons organisés en France, puis avec nos frères allemands, enfin avec les nations européennes de tradition industrielle...

**Trois cents cabinets d'intelligence économique existeraient en France. Pas tous d'excellente qualité. Faut-il décerner un label aux meilleurs ?** L'expression est inadaptée à des sociétés qui pratiquent les plus vieux métiers au monde, la veille et l'influence. Il ne serait pas raisonnable de les labelliser : les exclus

“Une prise de conscience collective se développe dans l'État, les entreprises et les universités.”



**Bruxelles.** Le Berlaymont, siège de la Commission européenne. Transparence obligatoire.

Alstom alors que le Canada n'a pas signé l'accord transport de l'OMC : exigeons de la Commission le respect de la réciprocité et de la transparence. **Nos services de renseignements aident-ils vraiment les entreprises ?** Ils en ont les compétences mais leurs moyens ne sont pas adaptés aux enjeux. **Vous avez été le premier à parler de "patriotisme économique". L'américain Kroll a souvent recruté des anciens policiers français ; aujourd'hui, l'ex-adjoint**

intenteraient des recours que l'État perdrait ; des adversaires de nos intérêts comme Kroll répondraient aux bons critères mais sous-traiteraient les tâches obscures à des officines belges. C'est à la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) de distinguer pour nos entreprises le bon grain de l'ivraie : elle sait le faire !

*Propos recueillis par GILLES GAETNER*

Suite de notre dossier pages 12 à 14 >>

## Fondation. L'œil de Prométhée

Analyser les enjeux de la mondialisation, ses nouveaux acteurs (ONG, fonds souverains, fonds vautours), disséquer les réseaux d'influence de nos concurrents dans les organisations internationales en s'inspirant des méthodes anglo-saxonnes, telles sont les missions de la Fondation Prométhée, créée et présidée par Bernard Carayon, avec, comme vice-président, le député PS d'Ille-et-Vilaine, Jean-Michel Boucheron. Elle compte, parmi ses membres, douze groupes industriels et financiers de premier plan. Et dispose de relais puissants avec René Ricol, l'ex-médiateur du crédit, l'économiste Jean-Paul Fitoussi, Jean-François Dehecq (Sanofi) ou Charles Edelstenne (Dassault).

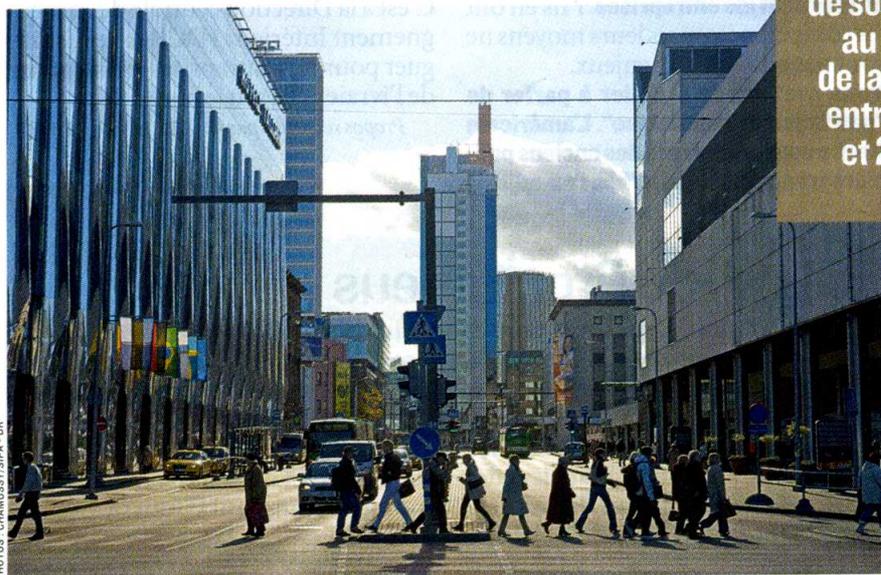
**Agent secret.** L'itinéraire de Herman Simm, un espion né de la fin de la guerre froide.

# L'Estonien qui a pillé l'Otan

C'était un type sympa. Du genre rigolard. Jovial. Toujours prêt à raconter des blagues à ses copains. Généralement des histoires d'espionnage. Mais, aujourd'hui, le bonhomme dort en prison, condamné à une peine de douze ans de réclusion pour trahison au début de l'année 2009. Les Estoniens n'en reviennent toujours pas. Herman Simm, l'ancien patron de la police nationale, était un espion. Un vrai. Pendant plus de dix ans, il a livré à l'ex-URSS bon nombre de secrets de l'Otan, auxquels il avait accès en tant que haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur. Après avoir quitté le giron de l'Union soviétique, l'Estonie est, en effet, membre de l'Alliance atlantique depuis 2004.

Qui est donc Herman Simm ? Âgé aujourd'hui de 62 ans, il obtient, dans les années soixante-dix, un diplôme de l'Institut polytechnique de Tallinn.

**Tallinn.** C'est dans la capitale de l'Estonie qu'une escouade de policiers a arrêté Herman Simm, le 21 septembre 2008.



PHOTOS: CHAMUSSY/SIPA - DR

Spécialité : chimie. Jusque-là, rien que de très classique. Quelques années plus tard, et c'est là que ça se gâte, le jeune Herman devient diplômé de l'Académie du ministère de l'Intérieur pour la milice. Nous sommes en 1978. Herman est âgé de 31 ans. C'est à cette période, assure un journaliste de Tallinn, Risto Berendson, qu'il est recruté par le KGB. Pendant des années, Simm poursuit ses activités sans que personne, au plus haut niveau de l'administration, n'y prête attention. Alors qu'en 1995 – quatre ans après son indépendance –, l'Estonie avait exigé des ex-agents du KGB qu'ils se démasquent, avec promesse que leur passé resterait totalement secret, un millier environ l'avait fait. Mais pas Simm. Grave erreur. C'est ainsi que quelques anciens du KGB, forcément informés de ses activités antérieures, vont le tenir, le faire chan-

ter et... le recruter. Mission accomplie en Tunisie où Herman passait ses vacances...

Ce qu'il va faire est proprement ahurissant. À l'heure où l'unité de temps, grâce à l'informatique, est la seconde, notre homme travaillait à l'ancienne. Comment ? En rencontrant régulièrement des officiers de haut rang membres du SVR (Service des renseignements extérieurs de la Fédération de Russie). Tous ses rendez-vous se sont avérés fructueux pour les deux parties, les Russes récoltant en dix ans des informations sensibles sur l'Alliance atlantique – notamment sur l'implantation d'un système de défense américain antimissile en Tchéquie et en Pologne, tandis que le jovial Herman aurait reçu 100 000 dollars pour fruit de son travail. De 1995 à 2006, il aurait ainsi transmis aux Russes plus de 2 000 documents et données top secret provenant de l'Otan. Ces documents, le haut fonctionnaire estonien les remettait



**Simm aurait perçu 100 000 dollars pour fruit de son travail au profit de la Russie entre 1995 et 2006.**

surtout à son officier traitant, un mystérieux Jesus, qui se prétendait portugais et affirmait s'appeler Antonio de Jesus Amorett Graf ! L'homme était en réalité un agent du Kremlin et s'appelait Sergueï Yakovlev.

C'est bien connu, les espions, fussent-ils des plus talentueux, se font toujours pincer. C'est ce qui arrive à Simm, le 21 septembre 2008. Alors qu'il s'apprête à rejoindre son bureau en plein centre de Tallinn, une escouade de policiers lui tombe dessus. Il est arrêté et incarcéré. Motif : trahison. Son épouse est, elle aussi, alpaguée. Mais visiblement, c'est un petit poisson, puisque six semaines plus tard, le 5 novembre, elle recouvre la liberté. Mais pas Herman, qui, pour éviter une peine pouvant

aller jusqu'à quinze ans de prison, décide de livrer de précieuses informations sur le vaste réseau d'espions qui sévissent dans les pays membres de l'Otan. Ces révélations vont permettre l'expulsion de deux attachés militaires à l'ambassade de Russie à Prague. Mais, au bout du compte, elles ne lui éviteront pas une sévère condamnation (plus de douze ans, on l'a vu) et une amende colossale : de 1,3 million d'euros...

G. G.



GORECLA MONTAGNE/MANPPP

**Coup tordu.** Henri Chibret et son neveu, Jean-Frédéric. Le président de Théa a été le premier informé de cette tentative de déstabilisation orchestrée par Europhtha.

national des ophtalmologistes, vient d'alerter par lettre le conseil de l'ordre des pharmaciens de Poitou-Charentes sur les graves défauts d'Abak. Qui en veut à la firme de Clermont-Ferrand dont la réputation et le savoir-faire ne sont plus à démontrer ? Une cellule de crise se met alors en place autour du directeur général, Jacques Fournet. Nul mieux que lui ne peut trouver les auteurs de cette manip : Fournet a été le patron de la DST de 1990 à 1993. Au bout de quelques semaines, plus de doute : on cherche bien à nuire à Théa.

Témoin ces quelques indices découverts. Troublants. D'abord, l'énigmatique Blondeau qui se dit chercheur n'est en réalité qu'un ex-technicien intérimaire aux Quinze-Vingts. Ensuite, le rapport du Pr Siméon de Buochberg, s'il existe bien, n'a jamais mis en cause Abak. Bien au contraire. Quant au Dr Muratet, il n'a pas davantage adressé un courrier dénigrant le système Abak.

Cette fois, c'est trop : en février 2006, Théa *via* son avocat, M<sup>e</sup> Gilles-Jean Portejoie, dépose plainte. Et en mars, une information judiciaire est ouverte, confiée au juge Jean-Christophe Riboulet. Lequel a vite la certitude qu'une tentative de déstabilisation a bien eu lieu. Témoin la falsification des rapports destinée à "charger" Théa. Témoin la découverte de mails malveillants poursuivant un objectif similaire.

Suit alors une énorme surprise : ces éléments accablants conduisent directement aux deux dirigeants d'un laboratoire monégasque, Europhtha... lequel avait été en pourparlers en 2002 pour être racheté par Théa. Depuis, l'actionnariat a changé de mains. Ce sont donc en cette année 2005, les nouveaux animateurs, Éric Belot et Nicolas Gervais, qui sont en première ligne dans ce coup tordu. Pour ce faire, ils sont en cheville avec un cabinet d'intelligence économique, Institutions et Entreprises, animé par Charles-Philippe d'Orléans et Alexandre Delayre. Au bout de deux ans d'instruction, le juge Riboulet estimant son dossier largement étayé a décidé de renvoyer ce petit monde devant le tribunal correctionnel. Entretemps, ironie de l'histoire, Europhtha a été racheté par Théa... **G. G.**

**Désinformation.** Un laboratoire victime de la campagne de dénigrement d'un concurrent.

# Manip contre Théa

**R**épandre de fausses informations pour nuire à un concurrent. Usurper son identité pour y parvenir. La guerre économique prend des formes parfois nauséabondes. Les laboratoires pharmaceutiques Théa (502 salariés, 170 millions d'euros de chiffre d'affaires), qui ont leur siège à Clermont-Ferrand, le savent mieux que quiconque. Cette société, qui a mis au point un procédé – dénommé Abak – permettant à des collyres pour les yeux de rester stériles dans leurs flacons, a été victime d'aigrefins mettant en cause, *via* des rapports scientifiques falsifiés, la fiabilité d'Abak... À l'origine de cette manip, un concurrent de Théa, installé à Monaco, la société Europhtha. Mise au jour rapidement, cette tentative de déstabilisation a entraîné le renvoi de cinq personnes devant le tribunal correctionnel. Pour faux et usage de faux, usurpation d'identité et dénonciation calomnieuse. Le procès devrait se dérouler dans quelques semaines...

15 décembre 2005. Henri Chibret, patron des laboratoires Théa, apprend

que le chef du service de biologie médicale de l'hôpital des Quinze-Vingts, à Paris, détient un rapport qui met en cause l'efficacité d'Abak. Signé d'un certain Édouard – Guillaume Blondeau, chercheur au centre d'ophtalmologie des Quinze-Vingts –, ce document est inquiétant : les flacons, affirme-t-il, comportent un fort taux de contamination. Et de conclure : il faut alerter les pouvoirs publics.

## Les responsables de Théa mettent en place une cellule de crise

Le lendemain, nouvelle déconvenue : Théa apprend qu'une lettre anonyme, critiquant encore Abak, a atterri le 25 octobre 2005 à la Direction générale de la santé. À cette missive est joint un autre rapport, qui lui aussi met en doute la qualité du procédé. Son auteur : Michèle Siméon de Buochberg, professeur de microbiologie et de virologie à la faculté de pharmacie de Montpellier. Troublant. Comme un malheur n'arrive jamais seul, Henri Chibret apprend encore que le Dr Jean-Michel Muratet, du Syndicat

**Témoignage.** Rolf Dobbertin, ancien chercheur du CNRS, fut condamné pour intelligence avec l'ennemi en 1990, puis acquitté.

# “Je n'ai jamais été un espion”

**L**es cheveux sont devenus blancs. La barbe, un peu éparse, aussi. Voilà près de vingt ans que nous ne l'avons vu. C'était à l'occasion de son procès devant la cour d'assises spéciale de Paris où il était jugé pour intelligence avec une puissance étrangère. En l'espèce, il lui était reproché d'avoir transmis à l'Allemagne de l'Est, de 1959 à 1979, des documents du CNRS – où il travaillait.

Juin 1990. Après toute une série d'avatars, Rolf Dobbertin, qui a déjà effectué quatre ans de détention provisoire (1979-1983), est condamné à douze années de réclusion criminelle par la cour d'assises spéciale de Paris. Le mur de Berlin est pourtant tombé. C'est trop récent. Les juges y ont été insensibles. Encouragé par le soutien immense que lui accorde la communauté scientifique fort mécontente de la sévérité du verdict – l'avocat général avait requis cinq ans de prison –, Dobbertin forme un pourvoi en cassation. Il gagne. Le voici rejugé en novembre 1991 par une nouvelle cour d'assises spéciale. Qui l'acquitte. Les magistrats estiment cette fois que la guerre froide faisait partie de l'Histoire.

**Est-Ouest.** Le pont de Glienicke, à Berlin. C'est là qu'en pleine guerre froide, les deux blocs s'échangeaient leurs espions.

Âgé aujourd'hui de 75 ans, il n'a guère changé, l'ancien attaché de recherches au CNRS ! Toujours ce même langage elliptique. Toujours cette même dialectique. Toujours cette même volonté de persuader son interlocuteur. Il le répète au cours de notre entretien : « *Je n'ai jamais été un espion. C'est vrai, j'ai transmis des documents scientifiques lorsque je travaillais au CNRS, mais en aucun cas je n'ai trahi. La science est universelle. Elle ne peut faire l'objet d'espionnage* »...

Et il pourrait parler des heures et des heures de son passé. De son adhésion au Parti communiste est-allemand après les émeutes de Berlin-Est en 1953. De ses années à l'université de Rostock où il ne déteste pas se renseigner sur les activités et les mœurs de ses camarades... De son arrivée au CNRS où il commence sa thèse de doctorat sous la direction de Louis de Broglie, pour la terminer avec le professeur Yvon.

Mais si l'on aborde son histoire, là l'ancien chercheur se cabre. Comme il l'a fait lors de son procès il y a vingt ans. Les rendez-vous à la station Palais-Royal avec son agent ?

Dobbertin en rigole. « *Des rencontres purement amicales comme vous et moi en avons !* » Les documents envoyés en RDA émanant de l'université de Princeton, de celle de Boulder (Colorado), du centre d'études du CEA de Fontenay-aux-Roses portant sur la fusion thermonucléaire, etc. ? Là encore, Dobbertin s'en réfère à l'universalité de la science... À la libre diffusion de l'information scientifique. Et à la nécessaire collaboration des chercheurs de la planète. Même explication. Même défense qu'au cours de son premier procès... Et son agent traitant, Werner Stiller, qui l'a balancé le 18 janvier 1979 aux fonctionnaires du gouvernement militaire de Berlin-Ouest ? Sourire et réplique de Dobbertin : « *Il n'a jamais été mon agent traitant. La DST a mal interprété – et traduit – ses propos.* »

Question : « *C'est pourtant à cause de lui que vous avez été arrêté à Paris quarante-huit heures plus tard ?* » Réponse : « *Stiller voulait passer à l'Ouest. Il a réussi.* » (Âgé de 62 ans, Stiller, qui prend une nouvelle identité dès 1981, travaille chez Goldman Sachs à New York, Londres puis Francfort dans les années 1980-1990 avant de s'installer à Budapest au milieu des années 2000.)

**Dobbertin vit à Paris. S'il a bien voulu nous rencontrer, il n'a pas souhaité être photographié.**

Déroutant personnage que Dobbertin ! Éternellement secret et énigmatique. Mais toujours prêt à se justifier.

Aujourd'hui, l'ex-chercheur du CNRS ne renie rien de ses convictions. Il pense toujours que l'Ouest n'était pas mieux que l'Est. Et que l'on ne vivait pas si mal dans l'Allemagne de Walter Ulbricht. Affirmant même que le régime permettait un certain pluralisme politique... Il pense toujours que la RDA ne devait pas être exclue de la communauté scientifique. Alors, est-il toujours communiste ? La réponse fuse : « *Qu'appellez-vous communiste ?* » Avant de lâcher : « *Moralement, je le suis toujours.* »

**G. G.**

PHOTO: COM-ULSTEINBILD

